

2^e RENCONTRE MINISTÉRIELLE EUROPÉENNE

« MODERNISATION
DE L'ACTION PUBLIQUE
EUROPÉENNE
PAR L'INNOVATION
TERRITORIALE »

SEMAINE DE
**L'INNOVATION
PUBLIQUE**



MINISTÈRE
DE LA DÉCENTRALISATION
ET DE LA FONCTION
PUBLIQUE



« Modernisation de l'Action publique européenne par l'Innovation territoriale »

Présidée par

Marylise LEBRANCHU, Ministre de la décentralisation et de la fonction publique, France

En présence de

Angelo RUGHETTI, Secrétaire d'État auprès du ministre de la Simplification, Italie
Ole SCHRODER, Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Intérieur, Allemagne
Antonio BETETA BARREDA, Secrétaire d'État aux administrations publiques, Espagne
Vladimir SUCHA, Directeur Général, Centre Commun de recherche, Commission Européenne
Jean-Luc DELPEUCH, Président de Communauté de Communes du Clunisois

Objet de la rencontre

Les finalités que nous donnons aux administrations publiques, leur périmètre d'intervention, leur capacité à remplir leurs missions, les moyens que nous leur consacrons, relèvent de choix de société majeurs. Les innovations dans le secteur public participent à l'amélioration de la qualité et de la performance des administrations publiques. Elles proposent des solutions adaptées à des problèmes complexes, aussi bien dans la prestation de services que dans l'organisation administrative ou dans l'élaboration de politiques publiques.

L'innovation territoriale porte la notion de proximité, une proximité qui favorise les rencontres, les échanges, une connaissance mutuelle permettant de mieux se comprendre. L'expérimentation, l'adaptation des politiques publiques se réalisent au niveau local (redynamiser un bassin d'activité, préserver l'environnement, favoriser l'insertion des jeunes, etc.). Nos territoires sont porteurs d'initiatives transformant l'action publique, la reconnectant à la population et aux évolutions de la société. Il faut savoir regarder et favoriser ces projets porteurs d'une dynamique collective. Ces expériences territoriales particulières portent en elles le sens de l'action publique. Nous devons les aider à les partager, à se mettre en réseau, et ce, au niveau européen. C'est de la force des innovations publiques territoriales dans une dynamique européenne qu'il va être question.

- ▶ Qu'est-ce que l'innovation territoriale préfigure de l'action publique du XXI^e siècle ?
- ▶ Comment l'État peut-il stimuler, amplifier et favoriser les pratiques en matière d'innovation ?
- ▶ Comment l'Europe peut encourager la création d'une communauté d'échanges entre innovateurs territoriaux européens ?
- ▶ Quel impact de l'innovation territoriale sur les modes de management et les conditions de travail des agents publics ?
- ▶ Comment l'innovation territoriale favorise l'émergence de nouvelles pratiques démocratiques ?



Déroulé de la rencontre

- 10:30** Accueil café
- 11:00** Début de la conférence introduite par Marylise LEBRANCHU
- 11:10** Propos liminaire du modérateur Jean-Luc DELPEUCH
- 11:20** Intervention de Vladimir SUCHA, Directeur Général, Centre Commun de recherche, Commission Européenne
- 11:30** Intervention d'Angelo RUGHETTI, Secrétaire d'État auprès du Ministre de la Simplification, Italie
- 11:40** Intervention d'Antonio BETETA BARREDA, Secrétaire d'État aux administrations publiques, Espagne
- 11:50** Intervention d'Ole SCHRODER, Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Intérieur, Allemagne
- 12:00** Début du débat avec la salle animé par le modérateur
- 13:00** Clôture du débat par Marylise LEBRANCHU

Détails pratiques

Lieu : Le Centquatre, 5 rue Curial, 75019, Paris, « salle 200 ».

Horaires : 14.11.2014, 11h – 13h. Accueil café à partir de 10h30 au « foyer 200 ».

Contact : issam.taleb@action-publique.gouv.fr



Marylise LEBRANCHU

Ministre de la décentralisation et de la Fonction Publique
FRANCE

Née le 25 avril 1947, Marylise LEBRANCHU est mariée et mère de 3 enfants. Diplômée de l'Ecole normale d'instituteurs de Saint-Brieuc et à l'Université de Rennes, elle est également titulaire d'un DU d'histoire-géographie et d'une Maîtrise d'aménagement du territoire. Elle est l'auteur, avec Jean Guisnel, de « Etre juste, justement » (2001) et de « Brèves de campagne, votre avenir vaut mieux que nos querelles » (2008)

Chargée d'études à la société d'économie mixte d'équipement du nord-Finistère (Semenf) pendant quatre ans, elle devient en 1978 assistante parlementaire de la députée Marie Jacq, responsabilité qu'elle exercera jusqu'en 1993.

Elle est élue conseillère régionale en 1986, puis se lance dans la bataille des municipales et emmène avec succès la liste socialiste à Morlaix. Elle restera maire deux ans et conservera la présidence de Morlaix Communauté jusqu'en 2003.

Longtemps conseillère régionale, elle occupe le poste de première vice-présidente du Conseil régional de 2004 à 2010. En 1997, elle est élue députée, mandat qu'elle cédera à son suppléant pour entamer une carrière ministérielle : de 1997 à 2000, elle est secrétaire d'Etat aux PME, au commerce, à l'artisanat et à la consommation.

Elle est ensuite nommée ministre de la Justice, poste qu'elle occupera jusqu'en 2002. Réélue députée en 2007, elle succède à Didier Migaud comme questeur à l'Assemblée nationale.

Présidente de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains depuis juin 2010,

Marylise Lebranchu abandonne cette fonction après sa nomination en mai 2012 comme ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique.

Cette responsabilité lui a été confirmée après les élections législatives qu'elle avait emportées dans la 4^{ème} circonscription du Finistère.



Angelo RUGHETTI

Secrétaire d'État auprès du ministre de la Simplification
et de la Fonction publique

ITALIE

Angelo RUGHETTI est né à Rieti (Latium) le 22 avril 1967. Il est diplômé en droit de l'université de La Sapienza de Rome. Il est avocat.

En 1996, M Rughetti est engagé par l'Association des communes italiennes (ANCI). Responsable de plusieurs départements de l'ANCI, il en devient directeur général puis secrétaire général en 2004. A ce titre, il représente l'association dans plusieurs instances professionnelles dont la conférence État-Communes. Il est membre de plusieurs collèges de commissaires aux comptes.

Il a été à l'origine de la Fondation pour la finance et l'économie locale (IFEL) dont il fut le premier président. Il est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes en Italie du droit des collectivités locales et a publié plusieurs études sur la réforme de la fonction publique.

Proche de Graziano Delrio, principal conseiller de M. Renzi et ancien président de l'ANCI, il est élu député du parti démocrate en Campanie en 2013.

Il est nommé secrétaire d'État auprès du ministre de la simplification et de la fonction publique, Maria Anna Madia, le 28 février 2014.

Il est marié et a 3 enfants.



Dr. Ole SCHRODER

Secrétaire d'Etat auprès du Ministre fédéral de l'Intérieur
ALLEMAGNE

Ole Schröder, né le 27 août 1971 à Hambourg, est un homme politique allemand qui appartient à l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU). Il est actuellement secrétaire d'État parlementaire du ministère fédéral de l'Intérieur.

En 1991, il obtient son Abitur à Halstenbek, puis effectue son service militaire dans la Luftwaffe pendant un an. Il étudie ensuite le droit à l'université de Hambourg et se spécialise dans le droit électoral local. Il termine son cursus en 1997 en passant son premier diplôme juridique d'État.

En 2000, il obtient un doctorat à l'université de Hambourg, puis en 2002 son second diplôme juridique d'État. Il devient alors avocat.

En 1989, il adhère à l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU), et prend la présidence de la Junge Union (JU), organisation de jeunesse de la CDU/CSU, dans le quartier de Rellingen, à Pinneberg, pendant deux ans. Ole Schröder est élu vice-président de la CDU dans l'arrondissement de Pinneberg en 2000, puis intègre le comité directeur du parti dans le Schleswig-Holstein en 2002. Il a été porté à la présidence de la fédération du parti dans l'arrondissement de Pinneberg trois ans plus tard.

Il est élu député fédéral au Bundestag pour la première fois lors des élections fédérales du 22 septembre 2002. En mai 2005, il devient vice-président du groupe des députés CDU élus dans le Schleswig-Holstein au sein du groupe CDU/CSU au Bundestag. Il le préside depuis septembre 2007.

Suite aux élections législatives du 27 septembre 2009, Ole Schröder a été nommé secrétaire d'État parlementaire du ministère fédéral de l'Intérieur.



Antonio Germán BETETA BARREDA

Secrétaire d'État aux Administrations publiques
ESPAGNE

Antonio Germán BETETA BARREDA est né à Madrid le 28 mai 1955.

Il est titulaire d'une maîtrise en Droit de l'Université de Deusto. Avocat de profession et a été consultant auprès d'entreprises privées.

Parcours professionnel

Député à l'Assemblée de Madrid de 1983 à 2000 et depuis 2003

Porte-parole du Groupe parlementaire populaire à l'Assemblée de Madrid de 2003 à juin 2008

Sénateur pour la Communauté de Madrid de 2003 à juin 2008

Conseiller fiscal de la Communauté de Madrid de 1995 à 2000

Secrétaire général de Politique fiscale territoriale et communautaire au Ministère des Finances de 2002 à 2003

Conseiller Economie et Finances de la Communauté de Madrid de 2008 à 2011

Conseiller Transports et Infrastructures de la Communauté de Madrid depuis 2011

Nommé Secrétaire d'État aux Administrations publiques le 23 décembre 2011



Vladimir ŠUCHA

Directeur Général du Centre Commun de Recherche
COMMISSION EUROPEENNE

Vladimir Šucha est Directeur Général du Centre Commun de Recherche de la Commission Européenne, son centre scientifique interne.

Il en a été l'adjoint auparavant, de 2012 à 2013.

Il a occupé pendant six ans le poste de Directeur pour la Culture et les médias à la Direction Générale de l'Education et de la Culture de la Commission Européenne.

Avant de rejoindre la Commission, il a occupé plusieurs postes dans la sphère européenne et internationales :

2005 – 2006 : il a été Directeur du Centre Recherche et de Développement nationale Slovaque, en charge du financement de la recherche.

2004 – 2005 : il était le Conseiller principal pour les affaires européennes auprès du Ministre slovaque de l'éducation.

2000 – 2004 : il occupait le poste de Conseiller en charge de l'éducation, de la recherche et de la culture à la représentation permanente slovaque auprès de la Commission Européenne.

Il continue sa carrière académique en tant que chercheur et continue à publier dans de nombreuses revues scientifiques.



Jean-Luc DELPEUCH

Président de la communauté de communes du Clunisois
FRANCE

Jean-Luc Delpeuch, né le 18 juin 1959 est actuellement président de la communauté de communes du Clunisois (Bourgogne, France) et membre du conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies au ministère de l'économie.

Après une scolarité au lycée La Prat's de Cluny, il choisit de faire ses études à l'École des mines de Paris plutôt qu'à l'École polytechnique (l'X), et réussit le concours d'ingénieur du corps des mines.

Jeune attaché scientifique à l'ambassade de France en Tchécoslovaquie (1982-1983), il noue des liens avec des personnalités dissidentes. Il travaille ensuite pour Pechiney en Afrique (Guinée) avant de revenir en France (à Marseille puis à Paris).

Après la révolution de velours, il est appelé à Prague comme conseiller du nouveau gouvernement sur les questions liées à la réforme du système économique. Il est ensuite à Bruxelles comme conseiller de la commission européenne avant de rejoindre le Comité interministériel pour les questions européennes (SGCI) auprès du Premier ministre français, dont il est le secrétaire général adjoint de 1995 à 1999.

De 2000 à 2008, il assure la direction de l'École nationale supérieure d'arts et métiers (ENSAM) de Cluny. En 2008 il devient maire de la ville de Cluny et président de la communauté de communes du Clunisois, tout en étant conseiller auprès du directeur général de l'énergie et du climat au ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement. Il devient ensuite directeur général adjoint, chargé du développement de l'École nationale supérieure d'Arts et Métiers ParisTech. En 2014, il est reconduit à la présidence de la communauté de communes et au conseil municipal de Cluny. Il devient membre du conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies.

Parallèlement, il poursuit des activités d'enseignant et de blogueur (www.jean-luc.delpeuch.eu).

Il a participé à l'organisation de l'année consacrée au 1 100^{ème} anniversaire de la fondation de l'abbaye de Cluny : Cluny 2010.



Avec :



Les partenaires de la Semaine de l'innovation publique :



Ils s'associent à la semaine de l'innovation publique :



Remerciements :

